

Colloque

La survie et la domination du péronisme en Argentine : une énigme sociologique ?

Organisé par le CESSP (UMR CNRS-Paris I-EHESS), avec le soutien du programme ECOS, du CERI (Sciences Po-Paris) et de l'Université de Mar del Plata (Argentine)

**Université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne-13 Octobre 2014
Salle 1 – Place du Panthéon**

L'Argentine constitue un laboratoire privilégié, bien que trop méconnu en France, pour interroger et renouveler les connaissances et les recherches sur les partis politiques. Le système de partis argentin apparaît d'abord remarquablement stable. En dépit de plusieurs années de régime militaire qui ont mis entre parenthèses la vie démocratique et de plusieurs très graves crises économiques qui ont ébranlé la confiance dans les institutions publiques et les élites politiques, deux mêmes partis continuent de polariser la compétition politique depuis l'après-Seconde guerre mondiale : le parti justicialiste (PJ) péroniste et l'Union civique radicale (UCR). Aucun des partis apparus depuis le retour à la démocratie en 1983 n'a réussi à contester durablement ce duopole. Celui-ci s'est même au contraire progressivement mué, depuis l'accession de Nestor Kirchner à la présidence de la République en 2003, en un quasi monopole, puisque le PJ contrôle depuis l'essentiel des rouages du pouvoir au niveau central comme au niveau des Etats fédérés.

Stabilité des identités et des marques partisanes

Cette stabilité de l'identité et de la marque péroniste ouvre une première série de questions. Pourquoi le péronisme demeure-t-il une référence aussi importante dans la vie politique argentine contemporaine ? N'est-il qu'une référence floue et plastique qui permet aux dirigeants qui l'invoquent de masquer une absence de véritable unité idéologique et le caractère « attrape-tout » de leur parti et de leur programme ou renvoie-t-il, pour de nombreux militants et électeurs, à des symboles et à une mémoire à fort impact émotionnel ? Si oui, qui entretient et comment sont activés et véhiculés cette mémoire et ces symboles et comment sont-ils appropriés ? Comment s'articulent-ils avec les pratiques clientélistes plus attestées que jamais dans les fractions des milieux populaires particulièrement affectés par la précarisation de l'emploi et des conditions de vie ?

Renouvellement des organisations et des pratiques partisanes

Cette stabilité masque cependant des transformations en profondeur dans les modes d'organisation des partis qui méritent tout autant d'être interrogées. Le système politique argentin se caractérise aujourd'hui par une fragmentation des organisations partisanes locales et régionales liée à un processus de décentralisation et de territorialisation de la politique. Dans cette nouvelle configuration, le parti péroniste, dont l'influence reposait naguère principalement sur les organisations syndicales, est parvenu à maintenir son hégémonie au niveau de la majorité des provinces et au niveau fédéral, en se constituant comme un système politique en soi capable de réunir à la fois un gouvernement et une opposition.

Comment ce parti parvient-il à mobiliser et à faire tenir ensemble des représentants et des groupes aux intérêts et aux orientations idéologiques souvent opposés ? Sur quoi repose concrètement et donc aussi localement, dans la diversité de ses sites, l'adhésion à ce parti ? Comment est-il gouverné et organisé ? Comment sont structurées ses factions ? Quelles ressources permettent de peser en son sein et d'en gravir les échelons ? L'obligation imposée par la loi depuis décembre 2009 d'élections primaires pour tous les partis mais qui n'a entraîné une concurrence interne que dans le camp péroniste aboutit-elle à renforcer la position du parti justicialiste ?

Autant de questions qui interrogent non seulement la politique et la société argentine, mais qui conduisent à mettre en regard l'évolution des partis argentins avec les cadres généraux d'analyse des partis politiques. Assiste-t-on ici, comme le suggèrent Richard Katz et Peter Mair, à l'avènement de partis qui reposent avant tout sur le contrôle et la manipulation des ressources publiques et des coalitions souples d'équipes politiques dont les liens sont avant tout contractuels plutôt que moraux, dont le rapport avec les groupes sociaux est lui aussi purement instrumental ? Ou au contraire les liens partisans continuent de reposer sur des solidarités anciennes, mêlant sentiments moraux d'obligation et de reconnaissance ?

La contestation de la domination péroniste

Ces questions débouchent sur une autre interrogation majeure : Pourquoi les partis adverses ne parviennent-ils pas à concurrencer le parti péroniste au niveau national ? Interroger le poids du péronisme conduit en effet à analyser la situation de ses concurrents. En premier lieu le parti radical, historiquement la deuxième force au niveau national, qui après avoir gouverné par deux fois le pays dans les décennies 1980 et au début de la décennie 2000, amorce un processus de déclin après la crise de 2001. Le rôle dominant du péronisme à l'heure actuelle ne peut pas être compris sans tenir compte de cet affaiblissement des radicaux. De très nombreux nouveaux partis se sont créés depuis 1983, et tout particulièrement après la crise de 2001. Ils n'ont pas pu s'implanter au niveau national et restent dans une large mesure ancrés au niveau provincial/local.

Toutefois, l'analyse de ces nouveaux partis ou des anciens partis non péronistes qui sont arrivés au pouvoir au niveau provincial/local permet de ne pas d'exagérer le poids du PJ, ainsi que de comprendre les conditions dans lesquelles il tend à être dominé. Le cas du PRO dans la ville de Buenos Aires habilite à comprendre comment, dans certaines conjonctures, des nouveaux partis peuvent avoir du succès, à condition de restituer les conditions sociales et politiques de possibilité de cette réussite, c'est-à-dire à se poser des questions proches de celles que l'on mobilise pour interroger le péronisme : est-il basé sur des nouvelles formes de solidarité et des sentiments moraux ou représente, au contraire, une entreprise politique basée sur la maximisation des échanges instrumentaux ? Comment un parti de centre-droite arrive à construire une force à soutien populaire sans mobiliser un discours populiste ? L'effondrement du système de partis local suite aux mobilisations de la fin 2001 est sans doute l'un des facteurs majeurs du succès du PRO.

Cet événement a aussi produit une grande effervescence de manifestations et de mouvements sociaux qui se sont poursuivis dans les années 2000. Les mobilisations des chômeurs, des petits débiteurs de classe moyenne, des habitants des quartiers défavorisés, des étudiants, des enseignants, de minorités indiennes, mais aussi des propriétaires fonciers ont fait émerger de nouveaux militants et de nouvelles organisations tout en renouvelant le syndicalisme argentin.

Certains de ces militants ou mouvements se sont associés à des partis de gauche, d'autres ont apporté leur soutien aux Kirchner. Comment rendre compte de ces stratégies et des relations tissées entre organisations sociales et organisations politiques ?

Toutes ces questions ont fait l'objet au cours des dix dernières années de recherches particulièrement innovantes et prometteuses de la part d'une nouvelle génération de chercheurs argentins, qui se sont souvent tournés vers l'enquête de terrain et l'analyse localisée des milieux partisans (au niveau local, régional ou provincial) et des politiques et institutions publiques, pour rompre avec l'approche surplombante de la politique argentine qui prévalait jusque-là où la référence au populisme et au charisme faisait figure d'explication.

Ce colloque aura donc aussi pour but de faire connaître en France ces travaux récents, dont certains sont menés au sein du CESSP de Paris I dans le cadre d'un programme Ecos débuté en 2013, et de les faire discuter par des chercheurs français spécialistes des partis politiques et du militantisme. Au-delà du cas argentin, il s'agit de proposer au public français la présentation d'une « école argentine » de l'étude sociétale du fait partisan, « école » singulière dans le paysage des sciences sociales latino-américaines. Ce colloque sera ainsi aussi l'occasion de développer des réflexions méthodologiques sur l'analyse localisée et l'analyse ethnographique de l'engagement politique en général.